Denis Clerc

Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie

Tome 1 : Les fondateurs

2e édition augmentée

Alternatives Economiques

SYROS

025777277

33

Déchiffrer
les grands auteurs
de l'économie et de la sociologie

Tome 1 : les fondateurs

D2

2000 - 100644

Du même auteur

Économie politique de l'Algérie, Institut international d'administration publique/secrétariat à la Fondation publique, 1972.
La Monnaie, Éd. universitaires, 1974.
Comprendre la crise, Éd. universitaires/Éd. Delarge, 1977.
Le Pouvoir des banques, Éd. du Cerf, 1978.
La Crise, Syros, 1983, en collaboration avec A. Lipietz et J. Satre-Buisson.
L'Inflation, Syros, 1984.
Les Inégalités en question, Syros, 1987, en collaboration avec B. Chaouat.
Les Désordres financiers, Syros, 1988.
Inflation et croissance, Syros, 1989.
L'Entreprise, Hachette, 1990.
Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie – tome 2 : les héritiers, Syros, 1997.
Réduction du temps de travail : que faut-il croire ?, Syros, 1999, en collaboration avec J.-P. Chanteau, H. Bertrand, P. Boisard, A. Lebaube, J. Lesourne et D. Taddei (2e édition).
Déchiffrer l'économie, Syros, 1999 (13e édition).
Condamnés au chômage ? Travail et emploi : faux débats et vrais enjeux, Syros, 1999.

Denis Clerc

Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie

Tome 1 : les fondateurs

Deuxième édition augmentée

SYROS

DL- 25.09.2000 37809

Catalogage Électre-Bibliographie

Clerc, Denis
Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie, tome 1 : les fondateurs / Denis Clerc. – Nouv. éd. – Paris, Syros, 2000. – (Alternatives économiques).
ISBN 2-84146-896-8

Rameau :	Économie politique : histoire. Sociologie : histoire.
Dewey :	330.5 : Économie générale. Écoles de pensée économique. 301.3 : Sociologie. Généralités. Méthodes. Histoire de la sociologie. Écoles. Sociologies historiques.
Public concerné :	Tout public.

BnF DEP

© Éditions La Découverte et Syros, Paris, 2000
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris

« Tout est dit et l'on vient trop tard,
depuis sept mille ans qu'il y a des hommes,
et qui pensent. »

La Bruyère
Les Caractères, « Des ouvrages de l'esprit ».

Sommaire

Chapitre 1

François Quesnay et la naissance de la réflexion économique moderne 11

• Le « zizac » de Quesnay 12

Chapitre 2

Adam Smith, le père du capitalisme libéral 19

Extraits significatifs

• Un économiste moraliste 25
• Les conséquences productives de la division du travail 27
• Les effets bénéfiques de la division du travail 27
• Le revers de la médaille 28

Chapitre 3

Malthus ou la peur du nombre 29

Extraits significatifs

• Un homme sombre 36
• Marx et Malthus : des convergences malgré tout 37
• La population croît inévitablement plus vite que la nourriture 38
• La régulation démo-économique 38
• Critique des réformateurs sociaux 39
• À propos des lois sur les pauvres 39

Chapitre 4

Ricardo, le chantre du libre-échange 41

Les économistes contre l'opinion publique 50

Extraits significatifs

• Ricardo : spéculateur, théoricien et politique 47
• À qui profite le commerce extérieur ? 51
• La loi des coûts comparatifs 52

Chapitre 5

Lord Keynes contre les classiques (Acte I) 55
Classiques et néoclassiques 56
Keynes, seul contre tous ? 60
Keynes dans l'engrenage du socialisme ? 68
Extraits significatifs
• Jean-Baptiste Say, le repoussoir 61
• Keynes, l'homme à qui tout réussissait 71
• La *Théorie générale*, un livre génial mais brouillon 74
• La « loi des débouchés » 75
• La position de Ricardo 75
• La critique de Sismondi 76
• La critique de Malthus 76
• La position de Keynes 77

Chapitre 6

Lord Keynes contre les classiques (Acte II) 81
Salaires et plein emploi 82
Extraits significatifs
• La régulation par le chômage 85
• Jean-Baptiste Say : travail non qualifié et minimum vital 93
• Adam Smith : des rapports de force inégaux 94
• David Ricardo : salaires en hausse, pouvoir d'achat en baisse 95
• John Maynard Keynes : les dangers de la flexibilité salariale et les avantages de la politique monétaire 96

Chapitre 7

Les crises sont-elles fatales ? Marx et Keynes contre les libéraux 99
Say ou l'optimisme 100
Marx ou l'inéluctable 102
Keynes ou l'interventionnisme 108
Friedman ou l'erreur humaine 110
Les contradictions de Marx 114
Les hésitations de Keynes 116
Les certitudes de Friedman 117
Et alors ? 118
Extraits significatifs
• Marx, ses furoncles et la bourgeoisie 105
• Friedman, le pédagogue libéral 112

• L'explication des crises selon Marx 119
• L'analyse des mécanismes de la crise selon Keynes 123
• Les origines de la crise de 1929 selon Friedman 124

Chapitre 8

Alexis de Tocqueville et l'égalité des conditions 127

La religion, ciment social 133
L'intérêt 134
Extraits significatifs
• L'inéluctabilité de la démocratie 142
• De l'aristocratie à la démocratie 144
• Égalité de conditions et inégalités de position 146
• Les risques de démocratie 148

Chapitre 9

Émile Durkheim ou les bienfaits de la division sociale du travail 151

Extraits significatifs
• La primauté du social sur le calcul individuel 154
• Marx et Durkheim 160
• La division du travail, source de solidarité sociale 161
• Solidarité mécanique et solidarité organique 163
• La société ne repose pas sur le contrat, mais le contrat sur la société 165
• La division du travail cimente la société 167

Chapitre 10

Max Weber ou le capitalisme comme vocation 169

Extraits significatifs
• Max Weber : entre politique et sociologie 178
• L'esprit du capitalisme 181
• Puritanisme et esprit du capitalisme 182

Chapitre 11

Joseph Schumpeter ou la destruction créatrice 185

Extraits significatifs
• Schumpeter 191
• La crise vue par Schumpeter 192
• Schumpeter et Marx 193
• Le capitalisme est condamné, victime de son succès ... 194
• La bourgeoisie entreprenante, clé de voûte du système 195

BnF DEP

François Quesnay et la naissance de la réflexion économique moderne

1.

Il y a un peu plus de trois siècles, en 1694, naissait celui qui allait devenir le premier grand économiste moderne : François Quesnay. Rien ne prédestinait ce maître chirurgien, diplômé – à vingt-trois ans ! – de la faculté de médecine de Paris, médecin de la marquise de Pompadour et familier de la cour de Louis XV, à ce singulier destin.

Quesnay fréquentait le milieu des encyclopédistes. Il écrivit d'ailleurs plusieurs articles (à soixante-trois ans, donc assez tardivement) pour l'*Encyclopédie* de Denis Diderot : notamment sur les grains, les hommes, l'impôt... et l'évidence. Des articles qui lui assurèrent une certaine notoriété. Il y soutenait des thèses qui donnèrent naissance à l'école « physiocratique » [1].

En 1758, il publie son *Tableau économique*, son œuvre la plus connue, puisqu'elle décrit, exemples chiffrés à l'appui, la première tentative d'élaboration d'un circuit macroéconomique : la richesse prend naissance dans le travail agricole, le seul qui puisse multiplier les produits, puis elle se diffuse dans l'ensemble des classes de la société par le biais des dépenses des agriculteurs, des prélèvements effectués par les propriétaires de la terre et de ceux effectués par les destinataires de l'impôt : le souverain, le seigneur et les « décimateurs » (bénéficiaires de la dîme). Ces prélèvements, à leur tour, sont dépensés notamment en commandes auprès d'artisans et de commerçants qui constituent la *« classe stérile »*, puisqu'ils n'engendrent aucun surplus productif : ils se contentent de transformer une richesse argent (issue de la vente des produits agricoles) en richesse marchandises. Le flux de richesses peut ainsi irriguer l'ensemble du corps social.

12

Le « zizac » de Quesnay

Dans son *Tableau économique* (réédité chez Calmann-Lévy en 1972), Quesnay distingue trois classes.

– *La classe productive :* ce sont les agriculteurs qui, grâce à la nature, récoltent cinq (ou plus) là où ils ont planté deux (ce sont les chiffres de Quesnay : aujourd'hui le rapport serait plutôt de 1 à 20). Mais il leur a fallu consentir des avances (deux dans cet exemple), si bien qu'ils ne peuvent dépenser ou distribuer que le reste (trois).

1. « Pouvoir de la nature ». Le terme, forgé par Quesnay, a été repris par l'un de ses disciples, Dupont de Nemours (qui fut désigné ensuite comme député à la Constituante, avant d'émigrer aux États-Unis où il fonda la fameuse firme chimique « DuPont »). Dupont (la précision « de Nemours » provient de la Constituante, en raison de l'homonymie de plusieurs députés) édita en 1767 un recueil d'articles de Quesnay sous le titre *Physiocratie ou constitution naturelle du gouvernement.*

– *La classe des propriétaires :* elle regroupe tous ceux qui perçoivent des impôts, des loyers ou des fermages. Elle comprend donc le prince, l'Église (qui collecte la dîme) et les propriétaires proprement dits. Ils récupèrent deux (exemple de Quesnay) sur la richesse produite par la classe productive et dépensent ces deux soit en achats de produits agricoles (pour un montant de un, qui retourne donc à la classe productive), soit en biens et en services auprès de la troisième classe.

– *La classe stérile :* elle regroupe tous les actifs non agricoles. Pour vivre, elle achète pour deux de produits agricoles ou de matières premières issues de l'agriculture (cuir, bois...). Mais, grâce à son travail et à ses achats agricoles, elle produit des biens et des services achetés par les agriculteurs (pour un) et par les propriétaires (pour un également). Cette classe produit, mais ne crée rien : elle se borne à transformer les richesses agricoles en biens et services, soit directement (le sabotier, le charcutier ou le meunier, par exemple), soit indirectement en se nourrissant pour produire.

■

La thèse fondamentale de Quesnay et des physiocrates (qui s'appelaient eux-mêmes les « économistes » et que les autres qualifiaient de « secte des économistes ») sur l'agriculture était évidemment erronée : « La terre est l'unique source des richesses et c'est l'agriculture qui les multiplie », écrivait Quesnay dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, publiées en 1767. Néanmoins, à une époque où environ quatre actifs sur cinq travaillaient alors à la terre, la thèse n'était pas absurde. Une erreur analogue sera d'ailleurs commise un siècle après par Marx, qui ne considérait comme productive que la production (et le transport) des biens matériels. La modernité de Quesnay, à l'évidence, ne réside pas dans cette analyse, ni même dans son *Tableau* précurseur, fort contesté à l'époque (notamment par Véron de Forbonnais, qui collabora lui aussi à l'*Encyclopédie*, et par Necker, le banquier genevois et futur ministre de Louis XVI. En revanche, Wassily Leontieff y aurait trouvé l'idée de son « tableau input/output » pour lequel il a reçu le prix Nobel en 1973. De même, Marx tenait Quesnay en haute considération et s'en est inspiré pour élaborer son analyse des « schémas de la reproduction », ce qui lui a permis d'écrire, à propos des physiocrates : « Au milieu de leurs erreurs, apparaissent des vues d'une profondeur et d'une justesse extraordinaires [2]. » Reste que, même prémonitoire, ce *Tableau* ne suffit pas à faire de Quesnay le premier des grands économistes. En réalité, il doit ce rang moins à ses analyses qu'à

2. *Théories sur la plus-value.*

la mutation radicale qu'il contribue à opérer en ce qui concerne le statut de la réflexion économique.

Vers la fin du XVI^e siècle, en France, en Espagne et en Angleterre – les trois pays européens dans lesquels existe un pouvoir central fort, capable d'impulser l'idée nationale –, émerge une réflexion proprement économique. Elle émane des conseillers du Prince, qui s'interrogent sur la façon d'enrichir ce dernier et, à travers lui, la nation, puisque le premier personnifie et représente la seconde. On voit bien la parenté avec la démarche de Machiavel dans le domaine politique. Trois quarts de siècle plus tôt, celui-ci avait en effet entrepris de conseiller le prince (titre de son livre) sur l'art de parvenir au pouvoir et de s'y maintenir. Cette fois, il s'agit de légitimer le souverain, lequel a pour mission d'assurer la prospérité de son peuple. D'où l'importance de la réflexion économique. Les premiers « économistes » ont été des conseillers du souverain : ils s'intéressent à la « cherté des bleds [3] » (Jean Bodin), au mouvement du change (Thomas Gresham) ou au développement économique (Antoine de Montchrestien).

L'Espagne vit à cette époque grand train grâce à l'or du Pérou, et les autres nations découvrent le commerce international. La richesse du souverain et celle de son peuple dépendent alors moins de l'économie intérieure que de la capacité à capter ces flux de richesses qui viennent de l'étranger [4]. La prospérité économique dépend donc de la puissance politique et surtout commerciale. On a appelé « mercantiliste » ce courant de pensée qui voyait dans la constitution d'un excédent commercial le signe tangible d'un enrichissement national.

Cette conception a semblé doublement absurde aux économistes postérieurs, qui n'ont pas manqué de la tourner en ridicule. D'abord, parce que l'excédent des uns ne peut être nourri que du déficit des autres : ce précepte de politique économique ne peut donc être universel. Ensuite, parce que l'accumulation d'un excédent est une forme de stérilisation : en effet, l'or ne produit rien et ne sert que lorsqu'il est dépensé. Toutefois, ces mêmes économistes oublient que, dans la perspective mercantiliste, cet or vient augmenter les moyens de l'État, donc sa puissance.

Keynes, le principal inspirateur des politiques économiques contemporaines, avait bien vu cet aspect nationaliste des choses, puisqu'il écrit, dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et*

3. Ou, si l'on préfère, le prix élevé des céréales.
4. L'expression est de François Fourquet, dont le livre, *Richesse et puissance, une généalogie de la valeur* (La Découverte), est essentiel et a inspiré une partie de ce chapitre.

de la monnaie[5] : « Les mercantilistes ne se faisaient pas d'illusion sur le caractère nationaliste de leur politique et sa tendance à favoriser la guerre. C'étaient, de leur propre aveu, des avantages nationaux et une puissance relative qu'ils recherchaient. » L'économie, au fond, n'était pour eux que la guerre poursuivie par d'autres moyens. L'économie, par nature, ne pouvait être que politique, puisque au service du souverain, lui-même incarnation de la nation.

Cette logique de l'enrichissement national, un Anglais, William Petty, la poussera jusqu'au bout. En 1671, il publie l'*Arithmétique politique*, un livre dans lequel il se propose de montrer « qu'un petit pays et une population peu nombreuse, par leur situation, leur commerce et leur politique, peuvent égaler en richesse et en puissance un peuple et un territoire beaucoup plus grands ». Bien sûr, il faut être anglais pour écrire cela : la grande puissance d'alors, c'est la France, le pays le plus peuplé et doté de l'armée la plus forte de tout le continent européen (Russie exceptée). L'Angleterre rêve de lui ravir la préséance et, pour ce faire, il lui faut jouer la carte économique à défaut de pouvoir arguer de la carte géographique ou démographique. Or, le cas de la Hollande montre qu'il n'est pas nécessaire d'être grand pour être riche : il suffit de contrôler les flux de marchandises, le commerce international.

C'est le commerce qui engendre la richesse, pas la production, nous dit Petty. Parce que le commerçant dispose d'une information toujours à jour : il sait ce que les uns produisent, et à quel prix, et ce dont les autres manquent, et ce qu'ils sont prêts à payer pour l'avoir. Pour peu qu'il dispose des moyens de transport – le contrôle des mers –, il pourra capter cet écart de valeur à son profit. La source de la richesse consiste à vendre cher aux uns ce qui est produit moins cher par les autres. Et, dans le domaine international, pour y parvenir, il faut disposer d'une information exclusive. Voilà le message essentiel des mercantilistes. Et Petty de comptabiliser les atouts de l'Angleterre (d'où le titre de son livre) : pas seulement, ni même principalement les hommes, mais aussi les activités des uns et des autres, les valeurs produites et échangées, etc. Bref, une comptabilité nationale déjà en germe.

Mais, dans ce germe, le ver était présent. Les mercantilistes, on l'a vu, identifient le souverain et la nation. Le prince et le peuple, pour eux, c'est tout un. La puissance de l'un produit la richesse de l'autre. Et si cette identité n'existait pas ? Si les intérêts de la nation et ceux de l'État différaient ? Si la poursuite de la puissance absorbait

5. Première édition anglaise en 1936, première traduction française en 1942, Payot. Le texte cité figure p. 361 de l'édition de 1966.

la richesse au lieu de l'engendrer ? Ce pas critique, cette interrogation fondamentale, ce crime de lèse-majesté, François Quesnay l'accomplit. Pas question, bien sûr, d'attaquer de front le souverain en affirmant, par exemple, que la conduite des affaires n'engendre pas la richesse escomptée, mais la dilapide. Nous sommes à l'époque des Lumières : le culte de la déesse Raison est proche. C'est donc au nom de la raison et de l'ordre naturel que Quesnay élabore son *Tableau économique*. C'est d'ailleurs lui qui, dans ses *Maximes générales...*, utilise, pour la première fois, le terme de « science économique ».

Le conseiller du prince a pris du champ, il ne cherche plus à expliquer comment parvenir aux fins souhaitées. Il s'efforce de mettre à jour les mécanismes cachés de l'ordre naturel... et de mettre en cause le souverain qui ne se conforme pas à cet ordre. L'économie n'est plus une politique au service du Prince et, par-delà, de la nation ; elle est une science qui consiste à décrypter l'ordre naturel, le « pouvoir de la nature » (physiocratie). En fait de physiocratie, Quesnay jette les bases du libéralisme, puisqu'il suggère que le souverain perturbe ces lois naturelles et qu'il convient de réduire l'intervention de l'État. Il lance le slogan libéral « laissez faire, laissez passer », qui sera repris par Guizot un demi-siècle plus tard. Les impôts que prélève le prince sont forcément des ponctions sur la richesse et empêchent l'augmentation de la production, puisque les agriculteurs (la « classe productive ») sont dépossédés d'une fraction du produit net et sont donc contraints d'investir moins qu'ils ne le feraient en l'absence du prélèvement.

On a finalement retenu de cette analyse le moins essentiel : l'agriculture comme seule activité réellement productive. Ce qui permet d'évacuer Quesnay pour archaïsme. Son apport est pourtant fondamental : pour lui, la source de richesse n'est pas le commerce, mais la production. Le but de l'économie n'est pas d'aider le souverain à devenir plus puissant et à contrôler les flux, mais à produire davantage. Richesse et puissance ne sont plus liées, l'économie n'est plus une politique, mais se veut une science, produisant des préceptes normatifs auxquels chacun doit se plier, au nom de la raison. Quesnay réussit le tour de force d'inspirer à la fois Marx et la pensée libérale, d'être un penseur contestataire et un chantre de l'ordre naturel.

Avec Quesnay, l'économique conquiert ainsi son indépendance. Elle se distingue de la politique économique, l'économie au service du prince, ou de l'État. Elle se veut connaissance scientifique, distincte du politique (l'art de pouvoir) ou du social (les bases de la vie en collectivité). L'économique s'émancipe en même temps que les intérêts de la nation se distinguent de ceux de l'État. Jean-Baptiste Say en tire les conséquences en 1826 :

« Presque tous les auteurs, écrit-il dans son *Traité d'économie politique*, se sont imaginé que leur principale vocation était de donner des conseils à l'autorité [...]. Mais depuis que l'économie politique est devenue la simple exposition des lois qui président à l'économie des sociétés, les véritables hommes d'État ont compris que son étude ne pouvait leur être indifférente. On a été obligé de consulter cette science pour prévoir les suites d'une opération, comme on consulte les lois de la dynamique et de l'hydraulique, lorsqu'on veut construire avec succès un pont ou une écluse [6]. »

Tout est dit. À côté de l'économie comme pratique (comment augmenter la richesse des hommes), se construit une connaissance qui se veut scientifique (quelles sont les règles auxquelles l'activité humaine doit obéir pour produire des richesses ?). L'économie politique s'est muée en science économique. Contrairement également aux philosophes qui se frottaient d'économie dans le cadre d'une réflexion éthique, il ne s'agit pas de s'interroger sur ce qu'est la bonne société, mais de dégager des « lois » et des normes de comportement.

Se passer de politique et d'éthique, voilà désormais l'ambition de la science économique, qui part du principe que les hommes désirent plus de richesses et que ce désir, pour eux, l'emporte sur toute autre considération. Comme l'écrit Karl Polanyi [7], « au lieu que l'économie soit encastrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encastrées dans l'économie ». À une époque où la croissance économique devient un fait évident, palpable et mesurable à vue humaine, la science économique apporte une extraordinaire justification idéologique : cette croissance est fondamentalement bénéfique, elle résulte de l'intensité des besoins humains rencontrant l'inventivité de l'esprit humain. La production était jusqu'alors un moyen. Avec Quesnay et ses successeurs, les économistes libéraux de la fin du XVIII^e^ et de la première moitié du XIX^e^ siècle (Adam Smith, James Steuart, David Ricardo ou Jean-Baptiste Say), elle devient une finalité. La bonne société est celle où l'on produit plus par tête d'habitant que partout ailleurs. À ce jour, nous ne sommes pas encore sortis de cette « ère classique », puisque, à quelques nuances près, le classement des nations et des hommes s'effectue à cette aune-là : dis-moi ce que tu gagnes – et combien tu gagnes – et je te dirai qui tu es. Quesnay doit savourer son triomphe posthume.

---

6. La phrase fait partie d'un « Discours préliminaire » qui a été ajouté au *Traité* à partir de l'édition de 1826 (elle figure p. 42 de l'édition parue chez Calmann-Lévy en 1972). La première édition du *Traité* date de 1803.
7. *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983, p. 88 (l'édition originale est parue aux États-Unis en 1944).

Adam Smith, le père du capitalisme libéral

2.